

## Administration centrale.

Par arrêté en date du 18 décembre 1943, M. Laisney (Paul), rédacteur stagiaire, est titularisé dans le grade de rédacteur de 3<sup>e</sup> classe, à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1943, et, par application de l'article 53 de la loi de finances du 31 décembre 1941, compte tenu de 8 ans de services civils et de bonifications militaires, promu rédacteur principal de 2<sup>e</sup> classe, à partir de cette même date.

Par arrêté en date du 3 janvier 1944, M. Rubert (Gaston), rédacteur stagiaire, a été titularisé dans le grade de rédacteur de 3<sup>e</sup> classe, à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1943, et, par application de l'article 53 de la loi de finances du 31 décembre 1941, compte tenu de 3 ans 8 mois 27 jours de services civils et de bonifications militaires, promu rédacteur de 1<sup>re</sup> classe, à compter du 1<sup>er</sup> décembre 1943.

Par arrêté en date du 3 janvier 1944, M. Gagneux (Henri), rédacteur stagiaire, a été titularisé dans le grade de rédacteur de 3<sup>e</sup> classe, à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1943, et, compte tenu de 4 ans de services civils et de bonifications militaires, promu rédacteur de 1<sup>re</sup> classe, à partir de cette même date.

Par arrêté du 11 janvier 1944, ont été titularisés dans le grade de rédacteur de 3<sup>e</sup> classe, à dater du 1<sup>er</sup> octobre 1943, et, par application de l'article 53 de la loi de finances du 31 décembre 1941, compte tenu de 1 an 11 mois de services militaires, promus :

M. Leprieux (André), rédacteur de 2<sup>e</sup> classe, à dater du 1<sup>er</sup> novembre 1943 (compte tenu de 1 an 11 mois de services militaires).

M. Daudet (René), rédacteur de 2<sup>e</sup> classe, à dater du 3 novembre 1943 (compte tenu de 1 an 10 mois de services militaires).

M. Bédier (René), rédacteur de 2<sup>e</sup> classe, à dater du 1<sup>er</sup> novembre 1943 (compte tenu de 1 an 2 mois 29 jours de services militaires).

M. Lapeyre (André), rédacteur de 2<sup>e</sup> classe, à dater du 15 octobre 1943.

Par arrêté en date du 6 janvier 1944, M. Chatain (René), rédacteur principal de 3<sup>e</sup> classe, est promu sous-chef de bureau de 3<sup>e</sup> classe, à dater du 29 mars 1943 (emploi vacant).

Par arrêté en date du 7 décembre 1943, M. Ridel (René), rédacteur principal de 3<sup>e</sup> classe (cadre permanent), est promu sous-chef de bureau de 3<sup>e</sup> classe dans le cadre permanent.

Par arrêté en date du 17 janvier 1944, M. Piazzi (René), chef de bureau hors classe, est nommé sous-directeur (traitement 75.000 francs), à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1944.

Par arrêté en date du 6 décembre 1943, ont été promus, à compter du 1<sup>er</sup> novembre 1943 :

Chef de bureau de 3<sup>e</sup> classe.

M. Barbeau de Latoni, sous-chef de bureau hors classe du cadre permanent.

Sous-chef de bureau de 3<sup>e</sup> classe.

Mlle Verdier, rédacteur principal de 3<sup>e</sup> classe du cadre temporaire.

M. Cornier, rédacteur principal de 2<sup>e</sup> classe du cadre temporaire.

Par arrêté en date du 6 décembre 1943, ont été nommés, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1943 :

## Commis principaux d'ordre et de comptabilité.

- 1<sup>re</sup> classe: M. Guerive.
- 2<sup>e</sup> classe: Mme Mering.
- 3<sup>e</sup> classe: Mme Deschalliers.

## Commis d'ordre et de comptabilité.

- 1<sup>re</sup> classe: Mlles Gaerel, Gallois, Mercier, Mme Rohrig.
- 3<sup>e</sup> classe: Mlles Manesse, Rougerie, Tirot.

Par arrêté en date du 13 janvier 1944, ont été nommés, à compter du 1<sup>er</sup> décembre 1943 :

## Commis principaux d'ordre et de comptabilité.

- 1<sup>re</sup> classe: Mlle Malfroy.
- 2<sup>e</sup> classe: Mme Fell.
- 3<sup>e</sup> classe: MM. Retoux, Dillon.

## Commis d'ordre et de comptabilité.

- 1<sup>re</sup> classe: Mlles Linsale, Corbin, M. Lamit, Mme Azatoc, M. Orsoni (à compter du 15 janvier 1944).
- 2<sup>e</sup> classe: Mlle Le Gallie, Mme Pellibois, MM. Roblin, Orsoni, Mlle Vautier.
- 3<sup>e</sup> classe: Mlles Barroin, Janton, Buresi, MM. Brandon, Roux, Mlles Chevallier, Le Déan, Mme Korff.

## Eaux et forêts.

Par arrêté en date du 8 janvier 1944, M. Ganby (Joseph-Germain-Edouard-Del), garde domanial des eaux et forêts à Marçay (Ardennes), est mis en disponibilité d'office, à compter du 1<sup>er</sup> novembre 1943.

Par arrêté en date du 8 janvier 1944, M. Javion (François), garde domanial des eaux et forêts à Saint-Gervais-les-Bains (Haute-Savoie), est mis en disponibilité d'office, à compter de la date de notification du présent arrêté.

Par arrêté en date du 12 janvier 1944, est rapporté l'arrêté en date du 25 novembre 1943, portant promotion au grade de brigadier des eaux et forêts à Favières, maison forestière de Mardegrès (Seine-et-Marne), brigade n° 3 de l'inspection de Melun, de M. Corvest (Yves), non acceptant.

M. Corvest (Yves) est maintenu, sur sa demande, garde domanial des eaux et forêts à Fontainebleau, maison forestière de Franchard (Seine-et-Marne).

Par arrêté en date du 14 janvier 1944, M. Boullier (Maxime), garde domanial des eaux et forêts à Vulvoz (Jura), est mis en disponibilité, sur sa demande, pour une durée d'un an, à compter de la date de la notification.

Par arrêté en date du 14 janvier 1944, M. Garrigues (Joseph), garde domanial des eaux et forêts à Fargues-sur-Ourbe, maison forestière du Bourdigneau (Lot-et-Garonne), est mis en disponibilité, sur sa demande, pour une durée de six mois, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1944.

Par arrêté en date du 14 janvier 1944, l'arrêté en date du 15 octobre 1943 portant réintégration dans les cadres de l'administration des eaux et forêts de M. Brin (Gilbert), au poste de Saint-Inoges (Marne), brigade n° 2 de l'inspection de Reims, est rapporté.

M. Brin est maintenu, sur sa demande, en disponibilité.

Par arrêté du 14 janvier 1944, est acceptée, à compter de la date de la notification, la démission de M. Godet, garde domanial des eaux et forêts à Guingamp (Côtes-du-Nord).

## MINISTÈRE DU TRAVAIL

## Commission chargée de contrôler l'emploi d'avances ou subventions.

Par arrêté du ministre du travail en date du 5 janvier 1944, a été instituée une commission chargée de contrôler l'emploi des avances ou subventions imputées sur le chapitre des œuvres sociales du budget du ministère du travail, et accordées à des organismes gérés par le personnel.

Un arrêté de la même date nomme M. Pontin, directeur adjoint à l'administration centrale, en qualité de président de ladite commission, qui comprend les fonctionnaires de l'administration centrale et du contrôle général des assurances sociales ci-après désignés :

MM. Dietsch et Veiter, sous-directeurs.  
M. Datalin et Mlle Petit, chefs de bureau.  
M. Beckerich, sous-chef de bureau.  
M. Grisoni, contrôleur des assurances sociales.

## Délégation de signature.

Par arrêté en date du 21 janvier 1944, M. Noël, chef de section à l'administration centrale, a été habilité, en cas d'absence ou d'empêchement de M. Pages, directeur de l'administration générale et du personnel, à signer, au nom du ministre secrétaire d'Etat au travail, toutes ordonnances de paiement et de délégation, lettres d'avis d'ordonnances, pièces justificatives de dépenses et opérations compta-bles, tous ordres de recettes.

## MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Décret n° 3525 du 30 décembre 1943 portant classification des fonctionnaires des services extérieurs du secrétariat général à la jeunesse dans les échelles prévues par la loi du 3 août 1943.

## Le chef du Gouvernement.

Vu l'article constitutionnel n° 12 :

Vu la loi du 3 août 1943 relative à la classification générale des traitements des fonctionnaires civils de l'Etat :

Vu l'article 3 de la loi n° 3582 du 11 septembre 1941 :

Vu la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1940 :

Vu la loi du 5 décembre 1940 portant organisation des services régionaux de la jeunesse :

Vu le décret du 31 décembre 1940 sur les traitements et classes du personnel du service de l'inspection et des services régionaux de la jeunesse :

Vu l'avis du jury de classement,

## Décrète :

Art. 1<sup>er</sup>. — Les fonctionnaires des services extérieurs du secrétariat général de la jeunesse sont, pour l'application de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 3 août 1943 relatif à la classification générale des traitements des fonctionnaires civils de l'Etat, classés dans les échelles ci-après :

Emplois.	Echelles
Inspecteurs généraux.....	26
Délégués régionaux.....	49
Délégués régionaux adjoints.....	44 A

Art. 2. — Les traitements et les classes qui comportent les divers emplois visés à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus sont fixés ainsi qu'il suit :

**Inspecteurs généraux :**

1 <sup>re</sup> classe.....	100.000 fr.
2 <sup>e</sup> classe.....	87.500
3 <sup>e</sup> classe.....	75.000

**Délégués régionaux :**

Hors classe.....	60.000 fr.
1 <sup>re</sup> classe.....	53.000
2 <sup>e</sup> classe.....	45.500
3 <sup>e</sup> classe.....	40.000

**Délégués régionaux adjoints :**

Hors classe.....	42.000 fr.
1 <sup>re</sup> classe, 2 <sup>e</sup> échelon.....	39.000
1 <sup>re</sup> classe, 1 <sup>er</sup> échelon.....	36.000
2 <sup>e</sup> classe, 2 <sup>e</sup> échelon.....	33.000
2 <sup>e</sup> classe, 1 <sup>er</sup> échelon.....	30.000
3 <sup>e</sup> classe, 2 <sup>e</sup> échelon.....	27.000
3 <sup>e</sup> classe, 1 <sup>er</sup> échelon.....	24.000
4 <sup>e</sup> classe, 2 <sup>e</sup> échelon.....	21.000
4 <sup>e</sup> classe, 1 <sup>er</sup> échelon.....	18.000

**Délégués stagiaires..... 15.000 fr.**

Art. 3. — Les nouveaux traitements fixés par le présent décret sont exclusifs de toute gratification. Aucune indemnité ou avantage accessoire, de quelque nature que ce soit, ne peut être accordé aux fonctionnaires énumérés ci-dessus que dans les conditions et limites fixées par un arrêté du ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances et du ministre secrétaire d'Etat à l'éducation nationale, publié au *Journal officiel*.

Art. 4. — Les nouveaux traitements sont attribués aux agents suivant leurs classes respectives.

L'attribution de nouveaux traitements ne sera pas considérée comme un avancement

et l'ancienneté des fonctionnaires dans leur classe ou échelon comptera du jour de leur dernière promotion.

Art. 5. — Sous réserve de mesures spéciales qu'entraîne l'application des lois relatives aux bonifications d'ancienneté pour services militaires, la répartition des fonctionnaires entre les différentes classes ou échelons doit être telle que la dépense totale pour l'ensemble du personnel des services extérieurs ne dépasse pas celle qui résulte de l'application du traitement moyen.

Art. 6. — Le ministre secrétaire d'Etat à l'éducation nationale et le ministre secrétaire à l'économie nationale et aux finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et dont les dispositions auront effet à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1943.

Fait à Vichy, le 30 décembre 1943.

PIERRE LAVAL.

Par le chef du Gouvernement :

Le ministre secrétaire d'Etat  
à l'éducation nationale,  
ABEL BONNARD.

Le ministre secrétaire d'Etat  
à l'économie nationale et aux finances,  
PIERRE CATALA.

**Dons et legs.**

Par arrêté en date du 20 décembre 1943, il est ouvert au secrétaire d'Etat à l'éducation nationale et à la jeunesse un crédit de 93 fr., applicable au chapitre 67 du budget des beaux-arts pour l'exercice 1943 : « Emploi de fonds provenant de legs ou de donations ».

**Centres d'orientation professionnelle obligatoires.**

Un centre d'orientation professionnelle départemental obligatoire est créé dans le département de la Marne, par arrêté en date du 18 janvier 1944.

L'arrêté du 18 janvier 1944 confie l'administration du centre d'orientation professionnelle obligatoire du l'Aisne à la société industrielle de l'Aisne.

**Ecole d'apprentissage de mécanique de précision du foyer des postes, télégraphes et téléphones.**

Par arrêté du ministre secrétaire d'Etat à l'éducation nationale en date du 19 janvier 1944, la reconnaissance par l'Etat est accordée à l'école d'apprentissage de mécanique de précision du foyer des postes, télégraphes et téléphones, 36, avenue du Président-Wilson, à Cachan (Seine).

**Examens et concours de l'enseignement technique en 1944.**

Par arrêté en date du 19 janvier 1944, les dates des examens et concours de l'enseignement technique en 1944 sont fixées conformément au tableau ci-dessous :

DESIGNATION DES EXAMENS et concours.	DATE de l'ouverture de la session.	DATE de la clôture du registre d'inscription.	LIEU OU SE TIENNENT les sessions.		LIEUX où se font les inscriptions.	OBSERVATIONS
			Epreuves écrites.	Epreuves orales et pratiques.		
Concours d'admission dans les écoles nationales professionnelles et les écoles nationales d'horlogerie.	22 juin 1944.	1 <sup>er</sup> mai 1944.	Préfectures, sièges de centres.		Préfectures.	
Concours d'admission dans les écoles nationales d'arts et métiers.	19 juin 1944.	30 avril 1944.	Préfectures, sièges de centres.	Ecoles nationales d'arts et métiers.	Préfectures.	La date des épreuves orales sera fixée ultérieurement.
Certificat d'aptitude aux professorats industriel (A, B), commercial, des collèges techniques (1 <sup>re</sup> partie) et concours d'entrée à l'école nationale préparatoire à l'enseignement technique.	5 juin 1944.	15 avril 1944.	Chefs-lieux d'académie et centres désignés par le ministre secrétaire d'Etat à l'éducation nationale.	Paris.	Secrétariat de l'école nationale préparatoire à l'enseignement technique, 151, boulevard de l'Hôpital, Paris.	Les épreuves orales auront lieu début juillet.
Certificat d'aptitude au professorat industriel C (dessin d'art appliqué) (1 <sup>re</sup> partie) et concours d'entrée à l'école nationale préparatoire à l'enseignement technique.	5 juin 1944.	1 <sup>er</sup> mai 1944.	Paris.	Paris.	Idem.	Les épreuves orales auront lieu à la suite des épreuves graphiques.
Certificat d'aptitude aux professorats industriel (A et B), commercial, lettres des collèges techniques (2 <sup>e</sup> partie).	5 juin 1944.	1 <sup>er</sup> mai 1944.	Paris.	Paris.	Ministère de l'éducation nationale, direction de l'enseignement technique, 3 <sup>e</sup> bureau, 110, rue de Grenelle, Paris.	Les épreuves orales et pratiques auront lieu première quinzaine de juillet.
Certificat d'aptitude au professorat langues vivantes des collèges techniques (2 <sup>e</sup> partie).	12 juin 1944.	1 <sup>er</sup> mai 1944.	Paris.	Paris.	Idem.	Idem.
Certificat d'aptitude au professorat industriel C (dessin d'art appliqué) (2 <sup>e</sup> partie).	19 juin 1944.	1 <sup>er</sup> mai 1944.	Paris.	Paris.	Idem.	Les épreuves orales auront lieu à la suite des épreuves graphiques.